



Suivi régional de la relance de l'économie de la filière Construction

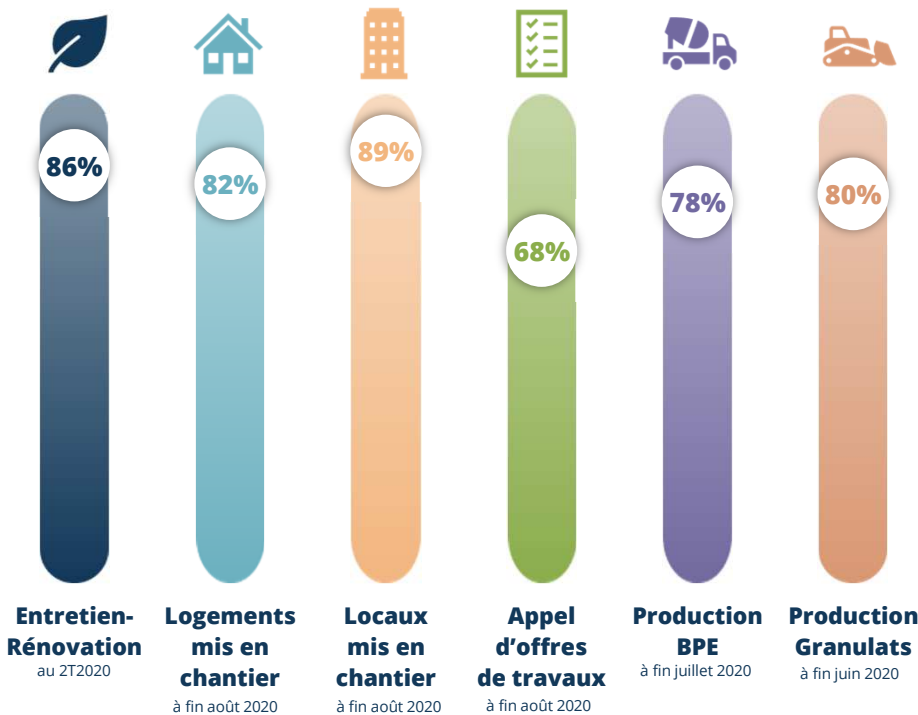
Après l'arrêt quasi-total de la filière durant le confinement et son redémarrage depuis juin, l'enjeu est désormais de suivre sa capacité à rebondir. La force et la rapidité de sa relance vont notamment déterminer l'impact économique et social de cette crise sur les entreprises et emplois du secteur.

La CERC Hauts-de-France, en tant qu'observatoire de la filière Construction en région, a donc adapté ses outils de suivi de l'activité économique à cet enjeu.

Vue d'ensemble

Niveau d'activité 2020 comparé au niveau 2019 (à la même période)

Unité : taux d'avancement | Traitement : CERC | Sources : SDES, Réseau des CERC, Double Trade; UNICEM



Les quelques mois écoulés depuis le redémarrage de l'activité dans la filière n'ont pas permis de récupérer le retard accumulé par rapport à 2019. Un rattrapage d'ici à fin 2020 est peu envisageable. La situation est contrastée selon le secteur considéré et les segments de marché :

Le niveau d'activité en entretien-rénovation est, pour l'instant, principalement, le reflet de la chute causée par le confinement : il représente 86% de celui de 2019. Toutefois, les perspectives sont optimistes avec des carnets de commandes remplis et des incitations à la rénovation énergétique (action forte du plan de relance) ;

Sur le neuf, la situation est délicate concernant la construction de logements : sur les 3 derniers mois l'activité affiche -14% de mises en chantier. Les perspectives à court terme sont mitigées : les autorisations de construire se stabilisent par rapport à la même période de 2019, mais en parallèle les commercialisations de logements s'effondrent ;

La nette compression des appels d'offres publiés ou remis depuis février pénalise les entreprises de Travaux Publics et pèse sur leur activité future (65% des appels d'offres de travaux publics publiés par rapport à 2019) ;

Les productions de matériaux se redressent sur les mois de juin et juillet, sans pour autant retrouver des niveaux comparables à ceux d'avant la crise, les volumes demeurant bas.



1 | Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

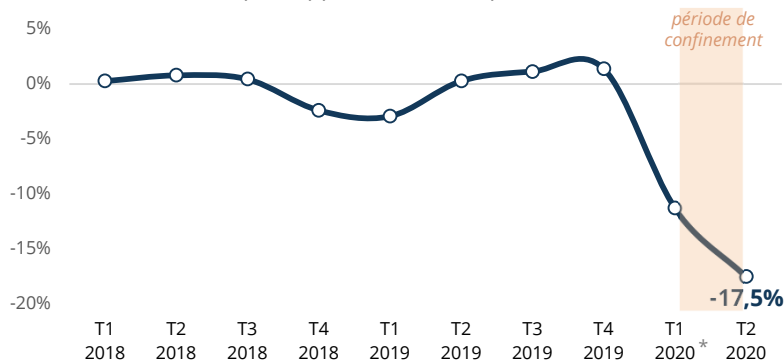
Pour les entreprises de Bâtiment

La crise sanitaire engendrée par la COVID 19 a des répercussions importantes sur l'activité Entretien-rénovation en Région. Ainsi, après deux années globalement stables le volume de travaux facturés par les entreprises de Bâtiment en Entretien-Rénovation chute considérablement aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2020, respectivement -11,3% et -17,5% par rapport aux mêmes périodes en 2019. Aucun segment de l'entretien-rénovation n'est épargné : au 2^{ème} trimestre 2020 la contraction est marquée, à la fois, sur le segment du logement et sur celui des locaux, par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

L'impact sur la construction de logements neufs est important. On observe un décrochage net des mises en chantier dans le résidentiel : -14% à fin août par rapport à août 2019. Alors qu'en parallèle, depuis fin juin, la construction de locaux non résidentiels amorce un redressement.

Evolution de l'activité entretien-rénovation Bâtiment en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Source : Enquête entretien-rénovation Réseau des CERC

-18%

de l'activité entretien-rénovation réalisée à la fin du 2^o trimestre 2020 par rapport à 2019

La compression d'activité est de :
-17% sur le segment du résidentiel,
-19% sur celui du non résidentiel.

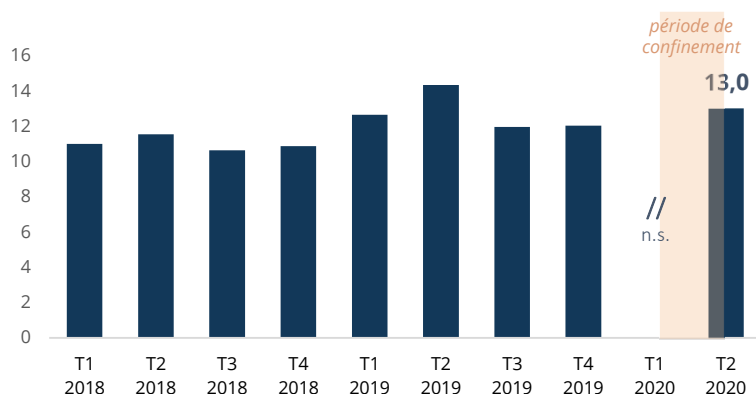
86%

d'activité entretien-rénovation au 2^o trimestre 2020 par rapport au 2^o trim. 2019

Le taux d'avancement de l'activité est comparable pour chaque segment : 85% d'activité pour le logement et 86% pour le non résidentiel par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

Evolution des carnets de commandes en entretien-rénovation Bâtiment en région

Unité : nombre moyen de semaines



Source : Enquête entretien-rénovation Réseau des CERC

13 semaines

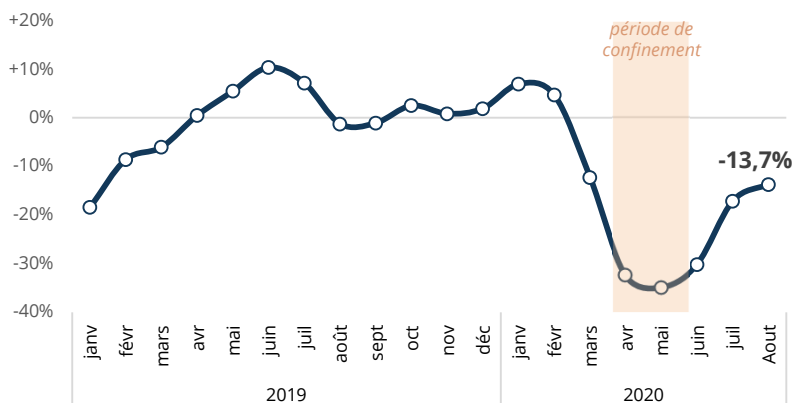
de carnets de commandes en entretien-rénovation à la fin 2^o trimestre 2020 par rapport à fin 2^o trim. 2019

Le net repli de l'activité impacte les carnets de commandes. Au 2^{ème} trimestre 2020, ce sont 13 semaines de travail qui sont garanties en entretien-rénovation en région. Alors qu'un an auparavant à la même période les plans de charge donnaient une visibilité de 14,4 semaines d'activité garanties.

► Dans la construction neuve

Evolution sur 3 mois glissants du nombre de logements mis en chantier en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



82%

de logements mis en chantier entre janvier et août 2020 par rapport à la même période en 2019

Avec un taux d'avancement de l'activité à 82% ce sont moins de 11 750 logements neufs qui ont mis en chantier, en cumul de janvier à fin août 2020, contre près de 14 360 un an auparavant à la même période.

-14%

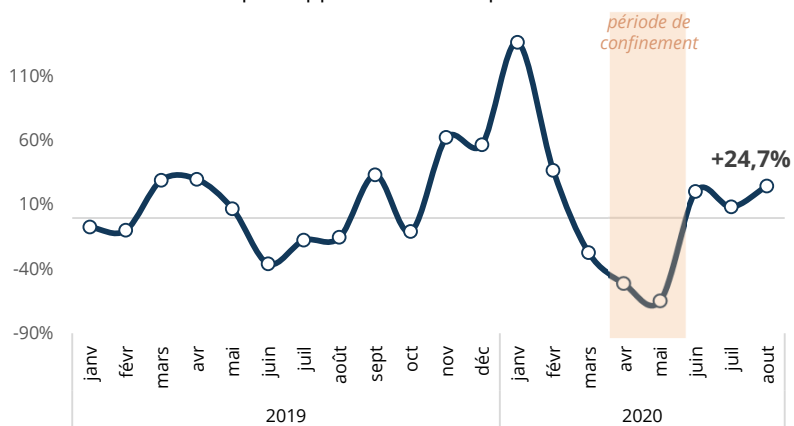
de mises en chantier de logements neufs en juin-août 2020 vs juin-août 2019

Le segment du collectif affiche le repli le plus marqué, à fin août en cumul sur les trois derniers mois : -20% par rapport à la même période 2019.

L'individuel fléchit de -4%. Toutefois, les disparités sont importantes entre individuel pur, en évolution négative de -14% et 'individuel groupé, positif de +16% à fin août en cumul sur 3 mois glissants.

Evolution sur 3 mois glissants des surfaces de locaux mis en chantier en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



89%

de locaux mis en chantier entre janvier et août 2020 par rapport à la même période en 2019

En cumul depuis janvier 2020, ce sont 1 310,8 milliers de m² de locaux qui ont été mis en chantier en région, contre 1 480,6 milliers de m² sur la période de janvier à août 2019.

+25%

de mises en chantier de locaux neufs en juin-août 2020 vs juin-août 2019

Après un effondrement de -64% sur la période de mars à mai, l'embellie se dessine pour la construction de locaux : en cumul sur les trois derniers mois les mises en chantier affichent une progression de +25% par rapport à la même période en 2019. Ce sont 597,8 milliers de m² de locaux qui ont été construits sur cette période contre 479,3 milliers de m² un an auparavant.

Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée pour les logements et en date de prise en compte pour les locaux, estimations à fin août 2020



Pour les entreprises de Travaux Publics

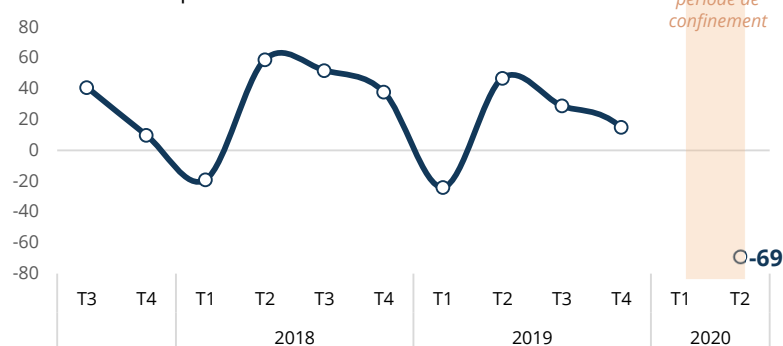
Après une année 2019 globalement bien orientée, les conséquences de la crise sanitaire se révèlent importantes sur l'activité des Travaux Publics. Ainsi sur le seul 2^{ème} trimestre qui compte 6 semaines de confinement (sur les 8 semaines totales), le solde d'opinion sur l'activité s'effondre.

Selon les chefs d'entreprises, les contraintes qui limitent la capacité de production des entreprises de travaux publics sont fortes, l'insuffisance de la demande étant le principal facteur bloquant l'accroissement de leur production au 2^{ème} trimestre 2020 (l'insuffisance de la demande étant liée en grande partie à la baisse de commande publique).

► Opinion des chefs d'entreprise sur leur activité

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre en région

Unité : solde d'opinion



-69%

de soldes d'opinion sur l'activité récente du 2^o trimestre 2020

Le solde d'opinion sur l'activité récente est très déprimé, nettement en deçà de la moyenne de longue période qui s'établit à +16,4%

59%

des entreprises de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à fin 2^o trim. 2020

Pour 27% d'entre elles, l'insuffisance de la demande est un des facteurs principaux qui limite leur production.

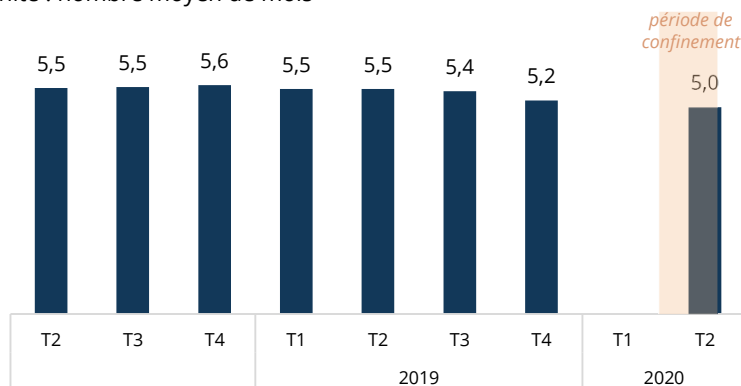
Source : Enquête trimestrielle FNTP/ INSEE

❓ Absence de données au 1^{er} trimestre 2020

► Carnets de commandes

Evolution des carnets de commandes des entreprises de TP en région

Unité : nombre moyen de mois



5 mois

de carnets de commandes à la fin 2^o trimestre 2020 par rapport à fin 2^o trimestre 2019

Avec 5 mois de travail assuré en moyenne au 2^{ème} trimestre 2020, les carnets de commandes se replient par rapport à ceux du 2^{ème} trimestre 2019. Même si ces plans de charge restent proches de la moyenne de longue période (5,4 mois).

Source : Enquête trimestrielle FNTP/ INSEE

❓ Absence de données au 1^{er} trimestre 2020



Pour l'approvisionnement des chantiers en matériaux

A l'image des autres indicateurs de la filière, la dégradation de l'activité affecte toujours les productions de matériaux nécessaires aux secteurs du bâtiment et des travaux publics.

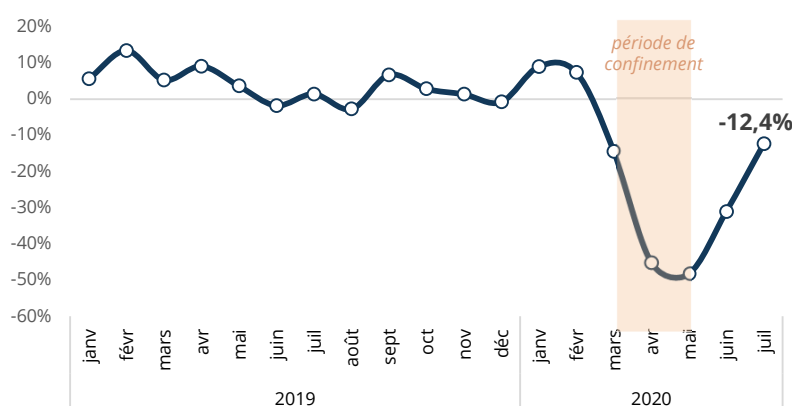
Avec une production pratiquement divisée par deux en un an, durant la période de mars à mai, l'activité du BPE se redresse timidement sur les 3 derniers mois (mai-juillet), tout en affichant des évolutions toujours négatives par rapport à la production de mai-juillet 2019.

Les productions de granulats suivent la même tendance : une amorce de la reprise, tout en gardant des volumes de granulats à des niveaux très bas.

► Production de BPE

Evolution sur 3 mois glissants de la production de BPE (Béton prêt à l'emploi) en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

78%

de BPE produits entre janvier et juillet 2020 par rapport au volume atteint sur la même période de 2019

En cumul depuis le début de l'année 2020 jusqu'à juillet ce sont 1 200 946 m³ de BPE qui ont été produits en région, contre 1 537 949 m³ en 2019 sur la même période.

-12%

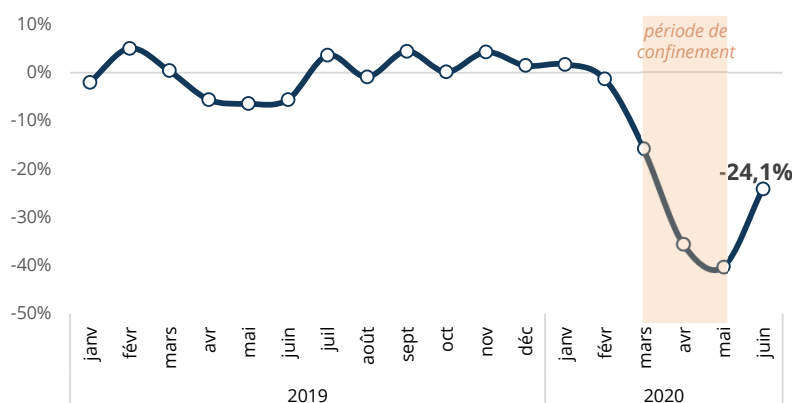
de production de BPE en mai-juillet 2020 par rapport à mai-juillet 2019

Après une contraction de quasi moitié de la production de BPE sur 3 mois glissants en mai (365 000 m³ ; près de 706 000 m³ en mai 2019), l'activité se redresse timidement en juillet, tout en affichant toujours des volumes nettement inférieurs à ceux d'avant la crise.

► Production de granulats

Evolution sur 3 mois glissants de la production de granulats en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

80%

de granulats produits entre janvier et juin 2020 par rapport au volume atteint sur la même période de 2019

En cumul depuis le début de l'année 2020 jusqu'à juin ce sont 6 665 kt qui ont été produits en région, contre 8 360 kt en 2019 sur la même période.

-24%

de production de granulats en avril-juin 2020 par rapport à avril-juin 2019

Même si l'on observe une amélioration sur les 3 derniers mois glissants (d'avril à juin 2020), l'activité peine à se redresser : en volume la production de granulats est inférieure d'un quart à celle de l'année dernière à la même période.

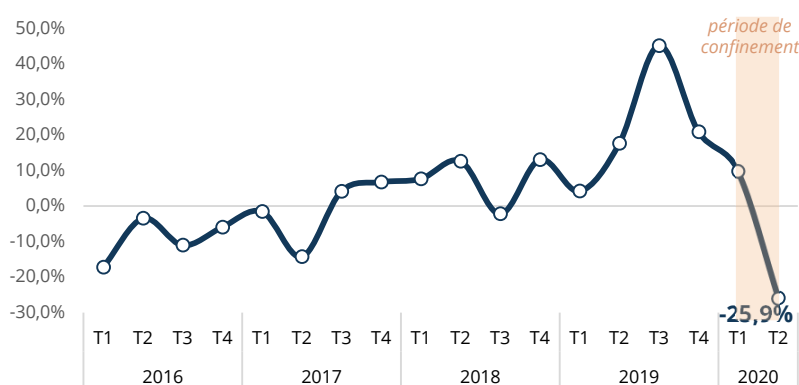
La dynamique d'entreprises

A l'image de l'emploi, la dynamique des entreprises accuse un coup d'arrêt. Les créations d'entreprises chutent de plus d'un quart par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

Les défaillances d'entreprises affichent elles aussi une contraction importante au 2^{ème} trimestre. Toutefois, ces chiffres sont à prendre avec précaution, car liés au ralentissement du fonctionnement des juridictions commerciales pendant le confinement et aux délais supplémentaires accordés à certaines procédures.

Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

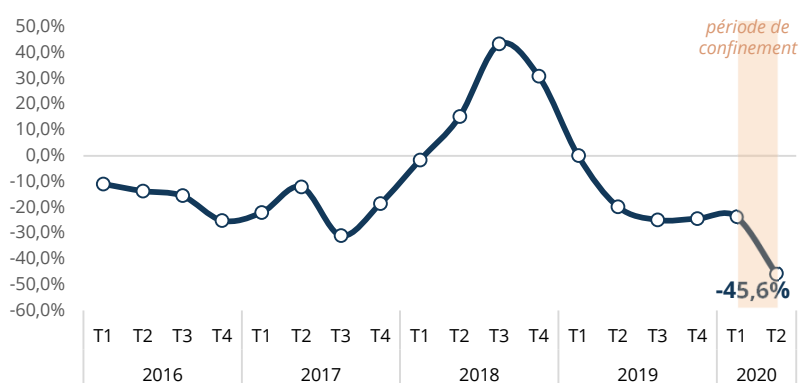
-26%

de créations d'entreprises au 2^o trimestre 2020 par rapport au 2^o trimestre 2019

On comptabilise près de 860 créations d'entreprises au cours du 2^{ème} trimestre 2020, dont un peu plus de 600 créations hors micro-entreprises, en baisse de -34% par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

Evolution trimestrielle des défaillances d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)

-49%

de défaillances d'entreprises au 2^o trimestre 2020 par rapport au 2^o trimestre 2019

Au 2^{ème} trimestre 2020, selon les données de la Banque de France 106 entreprises de la Construction sont concernées par des procédures judiciaires

? Ces chiffres sont à prendre avec précaution :

Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté mais à la fois l'impact qu'a eu la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui modifient temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiement.

Elle s'observe dans tous les secteurs et pour la plupart des catégories d'entreprise, sans que cela puisse être analysé d'un point de vue économique.

Avertissement : source Banque de France

3 | Quelles perspectives de relance pour le secteur ?

Dans sa dernière note de conjoncture nationale en date du 9 septembre, la Fédération Française du Bâtiment fait état d'une perte d'activité sur le 2^{ème} semestre 2020 de -5% par rapport au même semestre 2019. Même si les professionnels du bâtiment ont retrouvé une grande partie de leur activité, que les carnets de commandes demeurent bien remplis, la situation économique du secteur pour les mois à venir demeure préoccupante, certains segments de marchés étant plus marqués que d'autres (en particulier celui de la construction neuve). Ainsi, la prévision d'activité de la FFB pour 2020 ressort à : -14,8% (en volume) pour l'ensemble du Bâtiment, avec une chute de -23,4% dans le neuf et une contraction moindre de -7,6% sur le segment de l'entretien-rénovation.

Selon la Fédération Nationale des Travaux Publics (conjoncture du 20 juillet), les perspectives pour la fin 2020 sont pessimistes. Même en cas de retour à une activité normale au dernier trimestre, il n'y aura pas de rattrapage de la perte d'activité d'ici la fin de l'année. Par conséquent, le chiffre d'affaires global devrait s'établir entre -15% et -20% sur l'ensemble de l'année 2020, par rapport à 2019, la baisse de la commande publique participant fortement au repli de l'activité des entreprises de Travaux Publics.

Du côté des matériaux de construction, l'UNICEM indique (dans sa dernière lettre Mensuelle de Conjoncture de l'Industrie des Matériaux de septembre), que la perte d'activité enregistrée de mars à mai a ramené les volumes de granulats et de BPE à des niveaux extrêmement bas. Le retour à une activité proche de la « normale » ne devrait pas permettre de combler le décalage à court terme. Par conséquent, la demande de matériaux pourrait accuser, en données brutes, un recul de -8% pour les granulats et -11% pour le BPE en 2020.

Dans ce contexte difficile, jugé défavorable par les professionnels de la filière, les mesures du plan de relance offrent des perspectives encourageantes pour la commande publique

La commande publique

► Dispositif national de relance via la commande publique dans l'entretien-rénovation de bâtiments

4 Md€ sur 2 ans
RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

Premier appel à projet mi-septembre 2020

Investissement financier conséquent pour la rénovation énergétique des bâtiments publics. 300M€ seront délégués aux Régions. Une enveloppe sera dédiée aux projets des collectivités locales via les préfets

500 M€ sur 2 ans
RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Pour des opérations à partir du printemps 2021

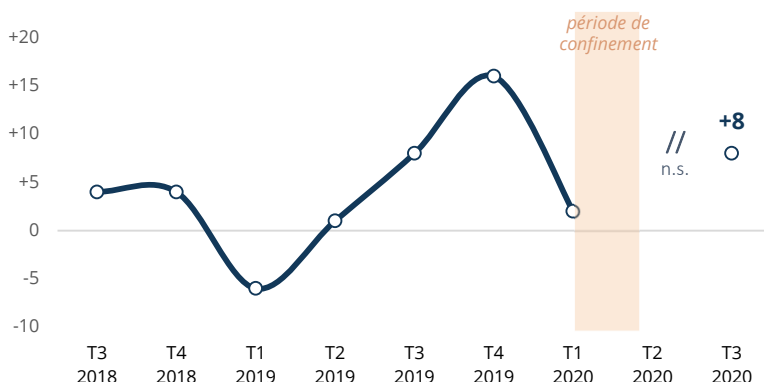
Subventions aux organismes HLM et aux collectivités pour des travaux de rénovations énergétiques dans le parc de logement social.

Source : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf

► Dans l'entretien-rénovation de locaux

Prévision d'activité en entretien-rénovation de locaux pour le trimestre suivant en région

Unité : solde d'opinion



+8%

d'opinion sur l'activité future en entretien-rénovation de locaux pour le 3^{ème} trimestre

Malgré une situation actuelle encore difficile, les chefs d'entreprises retrouvent un certain optimisme quant à l'évolution de leur activité future en entretien-rénovation de locaux du 3^{ème} trimestre.



► Dispositif national de relance via la commande publique dans la construction neuve d'infrastructures

550 M€ sur 2 ans
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT*

Opérations engagées entre 2020 et 2022

Modernisation et amélioration d'infrastructures de transports : voies réservées aux transports en commun, covoiturage, déploiement de bornes électriques, travaux sur le domaine fluvial, chantier du Lyon-Turin...

300 M€ sur 2 ans
FRICHES URBAINES ET INDUSTRIELLES

Automne 2020 contractualisation avec les régions et lancement des premiers AMI.

Création d'un fonds « Friches » pour aider au recyclage de fonciers déjà artificialisés. Il alimentera des Appels à Manifestation d'Intérêt nationaux et des fonds régionaux dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région 2021-2027.

300 M€ sur 2 ans
RÉSEAUX D'EAU

Fin 2020 – 1^{er} trimestre 2021 identification des projets

Financement des agences de l'eau pour des travaux d'investissement en métropole.

50 M€ sur 2 ans
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

Engagement des investissements en 2021 et 2022

Amélioration de la résilience des réseaux électriques et transition énergétique en zone rurale.

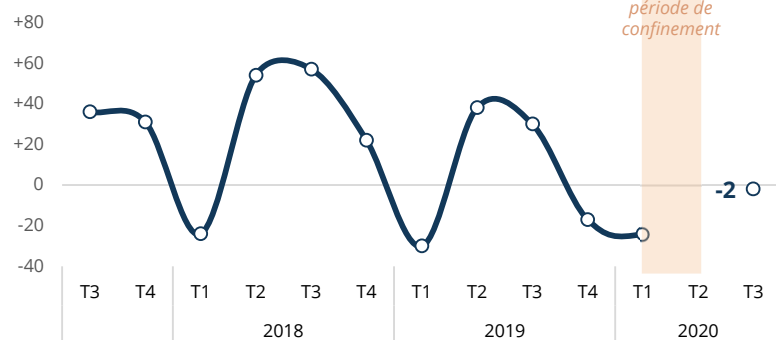
*A cette enveloppe s'ajoute les investissements dédiés aux « mobilités du quotidien » (vélo et transports en commun ; 1,2 Md€) et au plan de soutien « au secteur ferroviaire » (4,7 Md€) prévoyant, entre autres, des investissements dans de nouvelles pistes cyclables, lignes de transport collectif, et modernisation du réseau ferré. La part allouable aux travaux n'est pour l'instant pas connue.

Source : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf

► Solde d'opinion sur l'activité future des Travaux Publics

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité future en région

Unité : solde d'opinion



-2%

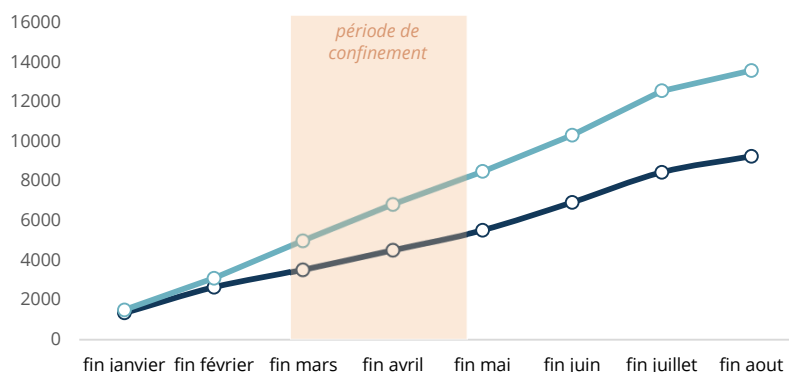
d'opinion sur l'activité future dans les Travaux Publics pour le 3^e trimestre

Après une chute de leur activité au 1^{er} semestre 2020, les professionnels des Travaux Publics envisagent une légère amélioration au 3^e trimestre. Toutefois les perspectives sont encore moroses, le solde d'opinion demeure négatif (-2%), très en deçà de la moyenne de longue période qui s'établit à 14,3%.

► Evolution du nombre d'appels d'offres publiés

Evolution cumulée du nombre de marchés publiés en région

Unité : nombre de marchés



Source : Double Trade

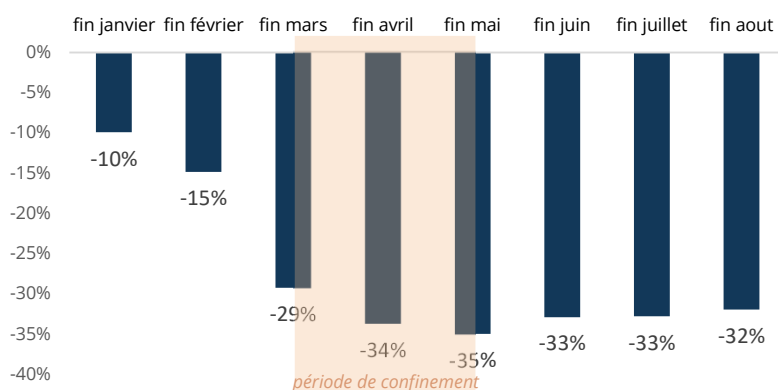
68%

d'appels d'offres publiés entre janv. et août 2020 par rapport à la même période de 2019

9 250 appels d'offres cumulés ont été publiés de janvier à août 2020, contre 13 585 un an plus tôt à la même période.

Evolution du nombre de marchés publiés en région (en cumul 2020 vs 2019)

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Double Trade

-32%

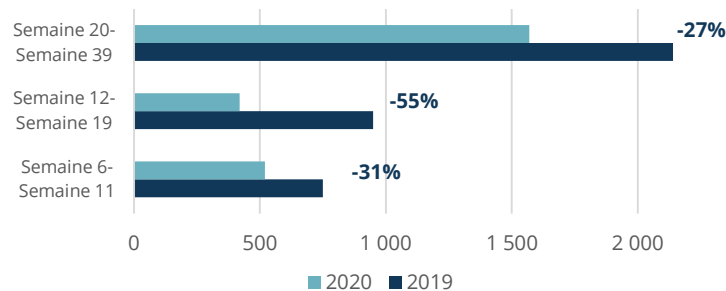
d'appels d'offres publiés en août 2020 par rapport à août 2019

-32%

d'appels d'offres de marché de travaux en août 2020 par rapport à août 2019

► Evolution du nombre d'appels d'offres publiés dans les Travaux Publics

Evolution du nombre de marchés de travaux publics publiés en région



Source : Vecteur Plus - FNTP

65%

d'appels d'offres de marché de Travaux Publics publiés entre février-septembre 2020 par rapport à février-septembre 2019

Un niveau d'appels d'offres bas impactant l'activité des entreprises : 2 510 appels d'offres de marchés de travaux publics ont été publiés en cumul du 2 février au 26 septembre 2020, contre 3 840 sur la même période en 2019.

Rappel : la commande publique représente dans les Hauts-de-France plus de 60% du chiffre d'affaires des entreprises de Travaux Publics.

Semaine 6 - Semaine 11 : du 02/02 au 15/03
Semaine 12 - Semaine 19 : du 16/03 au 10/05 (confinement)
Semaine 20 - Semaine 39 : du 11/05 au 26/09



La commande privée

Les orientations concernant la commande privée sont mitigées en fonction des segments des marchés :

Après une chute de l'activité entretien rénovation de logements de -13% au 1^{er} trimestre et -17% au 2^{ème} trimestre, par rapport à l'année dernière aux mêmes périodes, les perspectives sont jugées meilleures par les professionnels du secteur. Ainsi ils envisagent une hausse d'activité sur les logements existants au 3^{ème} trimestre (en lien avec les dispositions prises dans le cadre du plan de relance) ;

En parallèle, la commercialisation de logements neufs et les autorisations de construire de bâtiments non résidentiels neufs sont mal orientées, en baisse pour chacun de ces segments au 2^{ème} trimestre. Sans un rattrapage rapide, cela aura un impact à moyen terme sur les mises en chantier.

Enfin, les perspectives semblent s'améliorer concernant les permis déposés de logements au 2^{ème} trimestre. Ces derniers sont globalement stabilisés grâce à la bonne orientation, sur les 3 derniers mois, des autorisations de construction de logements collectifs (+10%).

► Dispositif national de relance via la commande privée dans l'entretien-rénovation de bâtiments

2 Md€ sur 2 ans
**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
DES LOGEMENTS PRIVÉS**

Conditions fixées en octobre pour une mise en œuvre en janvier 2021

Adaptation de « MaPrimeRénov' » pour la rénovation énergétique des logements privés, ouvrant l'accès à l'ensemble des propriétaires et favorisant les rénovations globales

200 M€ sur 2 ans
**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
DES LOCAUX PRIVÉS**

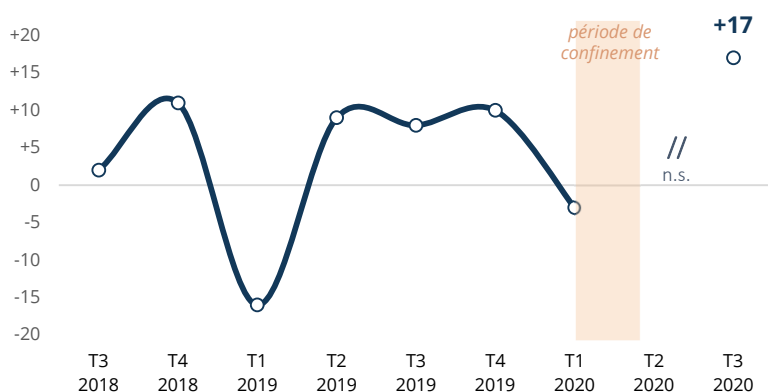
Pour des opérations à partir de janvier 2021

Dispositif d'incitation à la rénovation des bâtiments des TPE-PME du secteur tertiaire ; + dispositif d'accompagnement à la transition écologique

► Dans l'entretien-rénovation de logements

Prévision d'activité en entretien-rénovation de logements pour le trimestre suivant en région

Unité : solde d'opinion



+17%

d'opinion sur l'activité future en entretien-rénovation de logements pour le 3^o trimestre

Après une chute de leur activité en entretien-rénovation de logements de -17% au 2^{ème} trimestre 2020 par rapport au 2^{ème} trimestre 2019, les chefs d'entreprises du Bâtiment anticipent un rebond de leur activité pour le 3^{ème} trimestre.

Source : Enquête Entretien-Rénovation 2^{ème} trimestre 2020 - FFB -Réseau des CERC



► Dispositif national de relance via la commande privée dans la construction neuve de bâtiments

40 000 logements
CONSTRUCTION NEUVE

12 mois pour la sélection des programmes ; construction d'ici 2023

Commande auprès des promoteurs de 40 000 logements neufs via CDC Habitat, en priorité dans les zones tendues et dans les communes du dispositif Action cœur de ville.

350 M€ sur 2 ans
AIDE À LA DENSIFICATION

Décret prévu en Mars 2021

Création d'un dispositif d'aide aux communes pour favoriser les opérations de logements denses dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain.

**AIDE À L'INVESTISSEMENT
DANS LA CONSTRUCTION**

Loi de finance 2021 pour des effets en 2022

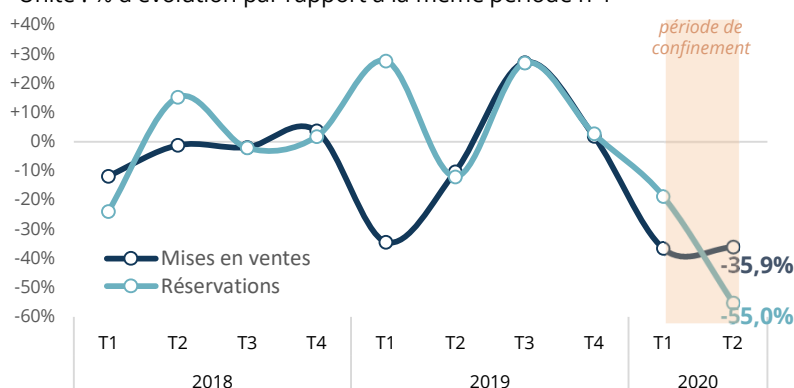
Des aménagements du dispositif Pinel et du Prêt à Taux Zéro sont en cours de discussion.

Source : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf

► Promotion immobilière

Evolution trimestrielle du nombre de logements collectifs et indiv. groupés mis en ventes et réservés

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-36%

de logements mis en vente au 2^e trimestre 2020 par rapport au 2^e trimestre 2019

Des volumes de logements mis en vente au plus bas aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2020 : 1 043 logements de moins vendus au 1^{er} semestre 2020 par rapport à l'année dernière à la même période, soit une chute des mises en vente de logements de -57% au 1^{er} semestre 2020.

-55%

de logements réservés au 2^e trimestre 2020 par rapport au 2^e trimestre 2019

Après une contraction de -18% au premier trimestre, la chute est sévère au 2^{ème} trimestre avec des ventes qui s'effondrent de -55% : 750 logements réservés ce trimestre contre 1 667 un an auparavant (deux fois moins de ventes de logements qu'au 2^{ème} trimestre 2019).

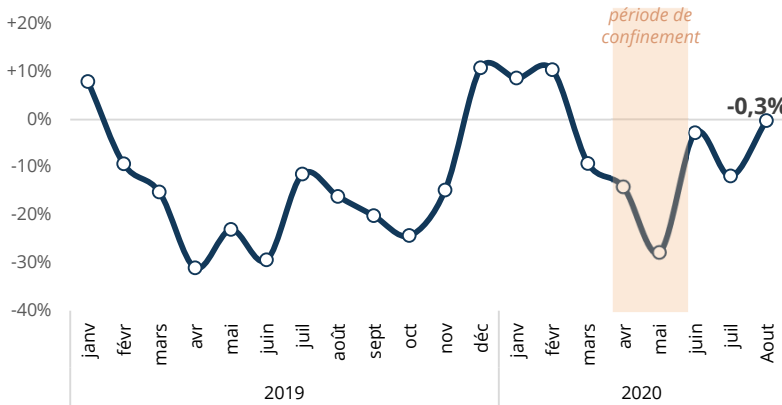
Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte, estimations à fin juillet 2020



► Autorisations de construire

Evolution sur 3 mois glissants du nombre de logements autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin août 2020

88%

de logements autorisés entre janvier et août 2020 par rapport à la même période en 2019

Au cours des huit premiers mois de l'année 13 850 logements ont été autorisés, contre 15 770 un an plus tôt. Le segment de l'individuel pur peine davantage à rattraper le retard (77% du niveau de l'an passé)

-0,3%

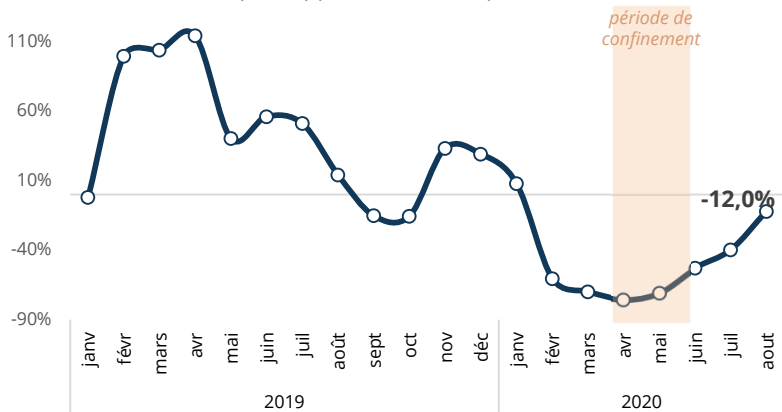
d'autorisations de logements neufs en juin-août 2020 vs juin-août 2019

Un niveau d'autorisation de permis qui se stabilise sur les trois derniers mois (juin-août) par rapport à la même période 2019, porté par le segment du collectif en hausse de +10%, en cumul sur 3 mois à fin août.

A l'inverse, les permis dans l'individuel continuent à s'effriter à fin août 2020.

Evolution sur 3 mois glissants des surfaces de locaux autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte, estimations à fin août 2020

50%

de locaux autorisés entre janvier et août 2020 par rapport à la même période en 2019

Sur les huit premiers mois de 2020, les surfaces autorisées se contractent de moitié par rapport à 2019 : 1 727 milliers de m² autorisés, contre 3 472 milliers de m² en cumul de janvier à août 2019.

-12%

d'autorisations de locaux neufs en juin-août 2020 vs juin-août 2019

Le recul cumulé sur 3 mois s'avère marqué dans les secteurs privé et public, respectivement -17% et -19%. Alors que les surfaces autorisées dans le secteur agricole progressent au cours de la même période (+24%)

4 | Quelles dynamiques départementales en un clin d'œil ?

Niveau d'activité 2020 comparé au niveau 2019 (à la même période) par département

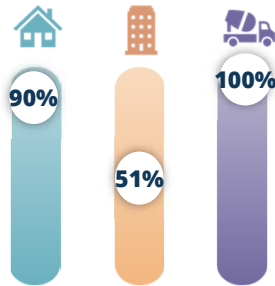
Unité : taux d'avancement | Traitement : CERC | Sources : SDES, Double Trade; UNICEM

 **Mises en chantier de logements** à fin août 2020

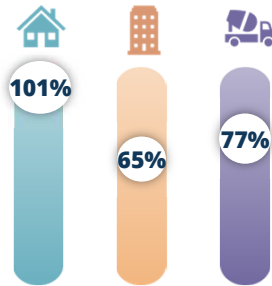
 **Production de BPE** à fin juillet 2020

 **Mises en chantier de locaux** à fin août 2020

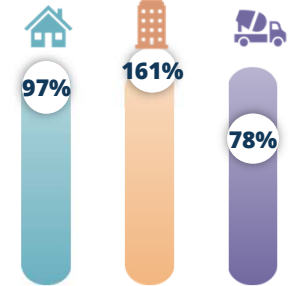
» Aisne



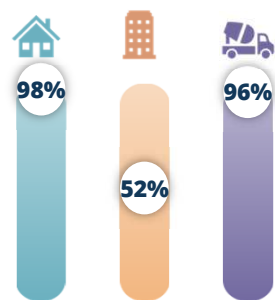
» Nord



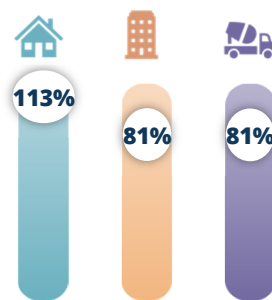
» Oise



» Pas-de-Calais



» Somme



Avec le concours des membres de la CERC :



Institut national de la statistique et des études économiques

Et du GIE Réseau des CERC :



CERC Hauts-de-France

Tél. : 03.20.40.53.39 | cerc.hauts-de-france@i-carre.net

www.cerc.hautsdefrance.fr

